



PROJET vu pour être annexé à la décision du Bureau n° 2020-015 DB du 20 février 2020

Le Président de la CA Saumur Val de Loire,



Jean-Michel MARCHAND

PROJET DE CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE DE COOPERATION PUBLIC PUBLIC

Année 2020

entre

la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

domiciliée : 11 rue du Maréchal Leclerc CS 54030 - 49408 Saumur Cedex,
ci-après désignée « CASVL » et représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel
MARCHAND, dûment habilité à signer la présente convention par décision n° 2020-XXX DB
du Bureau Communautaire en date du 20 février 2020

et

le Syndicat mixte de gestion du

Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine

domicilié : 7, rue Jehanne d'Arc - 49730 Montsoreau,
ci-après désigné « PNR » et représenté par son Président, Monsieur Benoît BARANGER.

Préambule

Le Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine

Créé par décret le 30 mai 1996, puis renouvelé en 2008, le Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine compte au 1^{er} janvier 2020, 113 communes, dont 35 sont actuellement incluses dans le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. En application de sa Charte, les principales missions menées par le Parc concernent la protection des patrimoines, le développement économique et social, l'accueil et l'information du public, ainsi que l'expérimentation. Le Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine participe à l'amélioration de la connaissance de la biodiversité mais également à sa gestion et sa préservation tel que cela est prévu au travers de sa charte 2008-2020.

Le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine est constitué des régions Centre-Val-de-Loire et Pays de la Loire, des départements d'Indre-et-Loire et du Maine-et-Loire, et des communes et leurs EPCI adhérent au Parc (117 en 2017) ainsi que Tours Loire Métropole Val de Loire et la ville d'Angers.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, établissement public de coopération intercommunale, intervient dans les champs suivants :

Compétences obligatoires :

- le développement économique,
- l'aménagement de l'espace communautaire, dont transport public,
- l'équilibre social de l'habitat,
- la politique de la ville,
- collecte et traitement des déchets des ménages,
- la GEMAPI à compter du 1^{er} janvier 2018

Compétences facultatives et optionnelles :

- l'eau et l'assainissement,
- la protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie,
- la création ou l'aménagement et l'entretien de voirie d'intérêt communautaire,
- la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire,
- action sociale d'intérêt communautaire
- établissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communication électroniques
- politiques sportives
- politiques culturelles
- SDIS
- Maison de services au public

Étant donné les champs de compétences et missions croisées sur le territoire, et dans un objectif général de maîtrise des fonds publics, il est opportun d'envisager une coopération par la mise en commun de moyens nécessaires à l'exécution d'opérations et actions.

1. Objet de la convention

La présente convention est une déclinaison technique et financière pour une durée d'un an de la convention de coopération Public- Public établie entre les parties en 2019 d'une durée de trois ans.

2. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2020.

3. Thématiques techniques, nature des interventions et engagements des parties

A la date de signature de la présente convention, les thématiques suivantes sont définies avec une nature d'interventions respectives, un objectif commun de résultat et un montant de réalisation :

3.1 Expertise technique et suivis écologiques de la ZI de Méron à Montreuil-Bellay pour la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire

Le territoire de la Champagne de Méron, au sens large, est situé à la croisée de nombreux enjeux : à la fois environnementaux (faune et flore exceptionnelles) mais aussi économiques (développement d'une zone d'activités localisée sur un axe important).

En janvier 2001, la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement est créée, elle devient gestionnaire de la zone industrielle de Méron. Elle est maître d'ouvrage des travaux d'aménagement de la zone industrielle prévus pour accueillir de nouvelles entreprises. Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération a confié la maîtrise d'ouvrage déléguée à la SODEMEL. C'est elle aussi qui assure le suivi de la Charte de développement durable, établie à l'initiative de la ville de Montreuil-Bellay (signée le 14 décembre 2001 par la CASLD, la LPO, le Conseil général, le PNR, la CCI, l'Agence de développement et le Comité d'Expansion économique).

Par ailleurs, la « Champagne de Méron » a été désignée comme site Natura 2000 en avril 2006, son DOCOB¹ a été validé en 2010. Le périmètre du site a été défini sur la base d'inventaires ornithologiques récents. Ce territoire est contigu mais non chevauchant. Le PNR a assuré, entre 2006 et 2010, la mission de rédaction du DOCOB de ce site Natura 2000. Il en assure depuis la mission d'animation.

Afin de mieux appréhender la nature et les enjeux relatifs à la biodiversité sur la ZI, la CASLD a confié en 2010 une étude au Bureau d'études Théma environnement. Cette étude avait pour objectif de faire un état des lieux qui soit le plus exhaustif de la faune, de la flore et des habitats naturels présents sur la ZI et sa proche périphérie. L'accent a été aussi mis sur les espèces protégées afin que la collectivité soit en mesure de prendre des dispositions adaptées visant à leur préservation in ou ex situ. Cette étude s'est achevée à l'été 2011 par le rendu d'éléments cartographiques et de ses conclusions quant aux actions à mener par la suite.

¹ DOCOB : Document d'objectifs

Plusieurs arrêtés ont été pris à l'issue des passages en CSRPN² et CNPN³, pour l'obtention de dérogations :

- Arrêté préfectoral du 9 avril 2013 (réf. 2013099-0002) portant sur l'autorisation à titre dérogatoire de la destruction et l'enlèvement de certaines espèces floristiques en vue de leur transplantation ;
- Arrêté ministériel de dérogation Outarde canepetière du 28 mars 2013 autorisant à déroger la CASLD pour les travaux d'aménagement et d'urbanisation dans la ZI.

Le Parc a assisté, au travers d'une convention technique, la Communauté d'agglomération Saumur Loire développement sur une période de 3 ans (2014-2017) pour le transfert à titre expérimental de 4 espèces floristiques protégées dans la ZI de Méron. Cette action est aujourd'hui achevée.

Objet de l'intervention du Parc sur ce volet :

La préservation de la nature, de la biodiversité et des paysages est une mission essentielle des Parcs naturels régionaux. Malgré une prise de conscience sociétale accrue de l'érosion de la biodiversité et de la banalisation des paysages, l'intervention conjointe du PNRLAT et de la CASVL se veut renouvelée et doit être précisée en termes d'opérationnalité et de priorités. La ZI de Méron est un lieu de concentration d'intérêts économiques, sociaux et écologiques. Le patrimoine naturel révélé lors des différentes investigations récentes conduit à la nécessité d'une meilleure prise en compte des enjeux de conservation dans le cadre de l'urbanisation de la ZI.

Ce partenariat est donc une **assistance technique** pour le compte de la Communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire. Le Parc intervient à la suite d'une étude patrimoniale faune-flore-habitats réalisée sur le territoire de la ZI et sa proche périphérie livrée en 2011. Cette étude a précisé, cartographié et quantifié les espèces et les habitats protégés, rares ou menacés susceptibles d'être affectés ou détruits par l'urbanisation d'une partie de la ZI. Ce bilan patrimonial a été réalisé en partenariat avec les acteurs institutionnels concernés par ce dossier (APN, entreprises, collectivités, Etat...). Depuis, le Parc n'a cessé de compléter cet état des lieux initial.

L'objet de cette nouvelle intervention du Parc est d'aller plus loin que ce simple diagnostic écologique initial. Pour les nouveaux projets développés (projets de développement ou d'implantation des entreprises, renaturation de sites naturels) par l'Agglomération ou ses partenaires (publics ou privés), le Parc aidera la collectivité en fournissant les éléments suivants :

- Liste et localisation :
 - o des **impacts jugés inévitables**,
 - o des **mesures d'évitement**,
 - o des **mesures d'atténuation**,
 - o des **mesures de compensation** dans la zone d'activité ou à l'extérieur.

Sur ce point, le Parc réalisera, les actions suivantes :

- La **réalisation d'inventaires ciblés** sur la flore protégée en place ou l'analyse de données bibliographiques sur la flore protégée,
- La réalisation de **suivis de transferts d'espèces protégées** sur divers sites,

²CSRPN : Conseil scientifique régional du patrimoine naturel

³CNPN : Conseil national de la protection de la nature

- La mise en place d'une aide à une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les projets d'urbanisation et de paysagement, lorsqu'il y a espèces protégées dans des parcelles de la ZI,
- Aide, sur demande expresse de la CASVL via lettre d'intention et pour le compte d'entreprises de la ZI, à la **définition de mesures d'évitement, d'atténuation, de compensation dans le cadre des dispositifs dérogatoires**, ainsi que des règles de gestion dans le cadre de la mise en œuvre d'un suivi écologique du site,
- La **capitalisation des données** et des expériences et leur transférabilité à d'autres démarches conduites dans la Zone industrielle de Méron ou ailleurs.
- **Participation à la réalisation d'un bilan pluriannuel** des actions entreprises par l'agglomération sur la ZI de Méron pour la période 2011-2019.

Actions-PNR	Nb jours prévisionnels
Suivi des semis et transferts d'espèces protégées (sites tests et sites grandeur nature [gare, rue des Pays-Bas, pâture le long de la RD]) : <i>Euphorbe de Séguier, millet scabre, germandrée botryde, xéranthème fétide, odontite de Jaubert</i> (2 passages minimum : dénombrement, saisie des données, exports)	5
Accompagnement des entreprises sur lettre de mission (inventaires de terrain avec <i>a minima</i> 2 passages, production d'une note de synthèse, échanges avec les entreprises et/ou la CASVL) <i>Estimation : mini : 0 ; maxi : 4/an.</i> <i>Sur lettre de commande</i>	3 j/entreprise <i>estimé à 1 entreprise pour 2020</i> <i>soit 3 j</i>
Accompagnement de la CASVL sur la gestion de la ZI (conseil, inventaires et expertises ponctuelles, échanges avec la CASVL ou d'autres partenaires, suivi administratif, recherches bibliographiques, échanges avec l'administration, les autres collectivités et les associations, suivi des anciens dossiers d'entreprises, mise en place de la gestion différenciée...)	9
Restitution annuelle des résultats et des opérations conduites (échanges préparatoires, production documents d'information, présence en réunion et participation)	2
Etude Bilan des réalisations de l'Agglomération dans le cadre de la mise en œuvre des arrêtés dérogatoires liés à la ZI de Méron : encadrement d'un chargé d'études de l'Agglomération : 2 j / mois et 2 j supplémentaires pour la contribution au bilan. <i>Entre le 1^{er} janvier 2020 et le 27 février 2020.</i>	6
Total en nombre de jours	25 j

Objet de l'intervention de la CASVL sur ce volet :

En tant que titulaire de l'Arrêté préfectoral du 9 avril 2013 (réf. 2013099-0002) portant sur l'autorisation à titre dérogatoire de la destruction et l'enlèvement de certaines espèces floristiques en vue de leur transplantation, et de l'Arrêté ministériel de dérogation Outarde canepetière du 28 mars 2013 autorisant à déroger la CASLD pour les travaux d'aménagement et d'urbanisation dans la ZI, la CASVL est chargée d'en assurer le respect et la bonne mise en application.

La CASVL avec l'appui technique du PNR LAT réalisera :

- l'accompagnement des entreprises déjà installées sur la ZI de Méron dans le cadre de leur projet de développement ou de celles qui seront amenées à s'implanter. Elle complètera l'intervention du PNR en apportant aux entreprises un appui sur le montage des dossiers réglementaires et assurera le rôle d'interface avec les services de l'Etat.
- Les actions liées à la gestion de la ZI et notamment les opérations de renaturation et de déconstruction mentionnées dans l'arrêté préfectoral dans le cadre de travaux spécifiques.
- les acquisitions foncières à l'intérieur et à l'extérieur de la ZI conformément aux termes de l'arrêté préfectoral. Pour les parcelles situées à l'extérieur de la ZI, et avant d'engager le processus d'acquisition, la CASVL sollicitera l'intervention du PNR pour vérifier l'intérêt écologique de ces parcelles au regard des obligations de compensation et de reconstitution d'habitats patrimoniaux mentionnées dans les arrêtés.
- l'élaboration et la transmission auprès des services de l'Etat du bilan annuel des actions menées par la CASVL intégrant les données et les actions confiées au PNR LAT.

Le nombre de jours consacrés à ce volet par la CASVL est estimé à 23 jours.

3.2 Val de Thouet

La CASVL est gestionnaire du domaine public fluvial du Thouet. La CASVL s'est engagée successivement dans 2 contrats territoriaux milieux aquatiques (CTMA), en co-pilotage avec le Syndicat mixte de la vallée du Thouet (79), financés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, dans l'objectif de travaux d'amélioration de l'état écologique de la rivière, et en particulier l'amélioration de la continuité écologique. Le PNR est associé au comité de pilotage du CTMA.

Compte-tenu du projet d'extension potentielle du périmètre Natura 2000 de la vallée de la Loire à la vallée du Thouet, le PNR coopère avec la CASVL pour la cohérence des politiques publiques sur le Thouet, en faveur d'une amélioration de l'état écologique de la rivière et de la préservation de la biodiversité (notamment d'intérêt européen).

Le PNR a assisté la CASVL sur la période 2011-2016 pour la proposition d'indicateurs écologiques de suivi du projet et pour la réalisation des suivis écologiques correspondants (diagnostic phytosociologique des végétations prairiales riveraines du Thouet).

En 2016-2017, le PNR a été associé pour définir et proposer des indicateurs de suivi écologique pertinents du CTMA 2017-2021, dont le suivi reste à mettre en place par la CASVL.

Depuis 2016, le PNR assiste également la CASVL pour :

- des expertises écologiques ponctuelles avant et lors des chantiers autour des ouvrages (diagnostics ponctuels ciblés sur les espèces protégées les plus fréquentes et sur les emprises de chantier) ;
- la définition de projets pédagogiques potentiels autour de la rivière ;
- des conseils simples de gestion de parcelles publiques de petite superficie.

Action	Nb jours prévisionnels
Expertises écologiques ponctuelles ou conseils simples de gestion <i>Estimation : mini : 0 ; maxi : 2 j/an.</i> <i>Sur lettre de commande</i>	2 j
Total en nombre de jours	2 j

Objet de l'intervention de la CASVL sur ce volet :

Si le besoin est avéré, la CASVL définira avec l'aide du PNR, des chantiers à expertiser et éventuellement mettre en défends des sites sensibles. Elle se chargera d'informer les entrepreneurs des restrictions et préconisations à observer et rendra compte aux services de l'État des expertises réalisées.

Si nécessaire, la CASVL définira des parcelles riveraines du Thouet à gérer. Le nombre de jour consacré par la CASVL à ce dossier est de 1 jour.

3. 3 Val de Loire (Contrat pour la Loire et Reconquête des prairies)

Le PNR assure l'animation du site Natura 2000 « vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau » depuis le début des années 2000, par conventions successives avec l'Etat. Toutes les communes riveraines de Loire membres de la CASVL sont directement concernées par ce site Natura 2000. La CASVL est aussi membre du comité de pilotage.

Dans le cadre de ses missions d'animation du site Natura 2000, le PNR veille à la prise en compte de la biodiversité dans les politiques publiques au sein du site, et à la cohérence de ces dernières. Au travers de l'animation Natura 2000, le PNR assiste notamment la CASVL pour la mise en œuvre de son programme d'actions pour la *Reconquête et la revalorisation écologique, économique et paysagère des prairies de bords de Loire* depuis 2011, sur le territoire de la précédente CASLD. Cette assistance s'est traduite par la réalisation de plusieurs diagnostics écologiques ou plans de gestion des espaces en bord de Loire (Dampierre, Parnay, Turquant, ...), ainsi que par la participation aux comités techniques ou de pilotage du programme. Le PNR assiste également la CASVL pour la mise en œuvre du Contrat pour la Loire et ses Annexes, piloté par le CEN Pays de la Loire et visant la restauration écologique de boires et bras secondaires de Loire. Le PNR a apporté et apporte son expertise écologique à la CA SVL pour la définition des projets et leur suivi, au travers de la réalisation d'inventaires ponctuels dans les secteurs de projet, diagnostics écologiques, participation aux réunions publiques...

Action	Nb jours prévisionnels
Expertise + Suivi restauration des boires.	2
Expertise ou avis / programme prairies et association foncière pastorale.	1
Total en nombre de jours	3 j

Objet de l'intervention de la CASVL sur ce volet :

Si le besoin est exprimé, la CASVL avec l'appui du PNR :

- définira les objectifs de gestion des annexes fluviales, les communiquera aux partenaires et prestataires concernés

- intégrera les résultats des diagnostics écologiques aux objectifs de gestion des prairies de bord de Loire.

Le nombre de jours consacrés par la CASVL à ce dossier est de 2 jours.

4. Modalités financières

Le Parc naturel régional présentera un bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées dans le cadre de cette convention annuelle.

Au vu de ce bilan, la rétribution financière du Parc sera réalisée conformément à la délibération de son Bureau en date du 18 avril 2018.

5. Avenant

La présente convention pourra être modifiée par avenant conclu entre les deux parties.

6. Résiliation de la présente convention

Cette convention pourra être résiliée de plein droit après la réception de la demande de l'une ou l'autre des parties reçue par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation prendra effet dans un délai d'un mois après la réception dudit courrier.

Cette résiliation aura pour conséquences la résiliation immédiate de la convention technique annuelle en cours.

La rétribution du Parc sera réalisée sur bilan au vu des jours effectués à la date de réception par l'une ou l'autre des parties de la lettre recommandée.

7. Litiges

En cas de litige s'élevant en relation avec l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation pendant une période d'un mois.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention au Tribunal administratif de Nantes auquel il est fait attribution de juridiction.

Fait à Saumur, en deux exemplaires originaux

Le

Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Saumur Val de Loire

Le Président du Syndicat Mixte de gestion
du Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine

Jean-Michel MARCHAND

Benoît BARANGER